

## Japon-Chine : Senkaku/Diaoyu, les enjeux du conflit territorial

mercredi 19 décembre 2012, par [Jean-Emmanuel MEDINA](#)

**Citer cet article / To cite this version :**

[Jean-Emmanuel MEDINA](#), **Japon-Chine : Senkaku/Diaoyu, les enjeux du conflit territorial**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 19 décembre 2012.

**Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.**

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse [expertise.geopolitique@gmail.com](mailto:expertise.geopolitique@gmail.com).

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

**Conflit des îles Senkaku/Diaoyu. J-E Medina met en perspective sa dimension géostratégique avec pour toile de fond une concurrence pour le leadership régional, voire international, et un contrôle des richesses naturelles dans la région. Une étude à la fois claire et documentée.**

LA situation politique autour des îles Senkaku/Diaoyu [1] est devenue plus conflictuelle entre le Japon et la Chine, depuis que le gouvernement japonais a décidé, le 11 septembre 2012 de nationaliser trois des cinq îles de l'archipel, Uotsurijima/Diaoyu Dao, Kita-Kojima/Bei Xiaodao, Minami-Kojima/Nan Xiaodao, alors que jusqu'à présent une seule ne l'était, Taishojima/Chiwei Yu. Le gouvernement a annoncé son intention de faire l'acquisition de la cinquième, Kubajima/Huangwei Yu.

Les îles *Senkaku-shoto*, en japonais, également connues sous l'appellation chinoise *Diaoyutai*, se situent dans la mer de Chine orientale. Composé de cinq îles et trois rochers inhabités d'une superficie totale de 7 km<sup>2</sup>, cet archipel se localise à 600 km au sud-ouest d'Okinawa Honto, l'île principale de l'archipel Ryukyu sous souveraineté japonaise. Les îles Senkaku/Diaoyu sont intégrées au territoire japonais au lendemain de sa victoire lors de la Première Guerre sino-japonaise en 1895 (le traité de Shimonoseki/Maguan). Après la défaite japonaise en 1945, ces îles sont placées sous le contrôle des États-Unis d'Amérique avant d'être finalement restituées au Japon en 1971, après la signature d'un accord qui manque de les mentionner explicitement. Les îles Senkaku/Diaoyu sont dépendantes administrativement de la ville d'Ishigaki, dans la sous-préfecture de Yaeyama (préfecture d'Okinawa). Géographiquement, elles font partie de l'archipel Sakishima. Les îles Senkaku/Diaoyu sont revendiquées depuis 1969 par la République de Chine (Taiwan) qui les rattache à la ville de Toucheng dans le comté de Yilan, ainsi que par la [République populaire de Chine](#) (Chine continentale) depuis 1971 qui les rattache à Taiwan pour laquelle ce territoire est une province de la Chine devant revenir sous l'autorité du gouvernement central.

Les conflits territoriaux en mer de Chine sont récurrents entre les grandes puissances régionales et celles de moindre importance qui entendent faire valoir leurs prétentions territoriales. Ils exacerbent notamment les relations diplomatiques entre le Japon et la Chine. Ces deux nations partenaires et concurrentes à la fois, n'hésitent pas à multiplier depuis la fin des années 2000, les démonstrations de force en mer de Chine de manière à signifier leur détermination dans la gestion de cette crise. Pour autant, est-il envisageable d'espérer une résolution pacifique du différend à court ou moyen terme ? La Chine et le Japon seront-ils disposés à trouver une solution qui fasse intervenir des moyens alternatifs à toutes formes de coercition ?

Il faut craindre que la réponse à ces interrogations soit négative tellement les enjeux relatifs à cet archipel sont importants. Les nationalismes sino-japonais s'exacerbent autour d'une crise déjà vieille de plusieurs décennies mais dont l'intensité soudaine n'augure rien de favorable pour le maintien de la paix et de la sécurité régionale ou internationale. Ce différend dépasse le simple conflit frontalier dont le règlement juridique serait assez aisé et trouverait devant la Cour Internationale de Justice (CIJ) ou à huis clos, dans le cadre d'un tribunal arbitral international une solution pacifique. **La poursuite de cette crise met en perspective une dimension géostratégique importante avec pour toile de fond, une concurrence pour le leadership régional voire international (1) et un contrôle des richesses naturelles**

**dans la région (2).**

## **1. Concurrence pour le leadership régional, voire international**

L'opposition chinoise à la souveraineté japonaise sur les îles Senkaku/Diaoyu n'est pas nouvelle. Toutefois, la conviction avec laquelle Pékin entend protester contre Tokyo est plus affirmée que durant les décennies précédentes. Ce conflit territorial entre le Japon et la Chine révèle des enjeux plus larges.

Depuis le début des années 2000, la Chine affirme ses prétentions hégémoniques. Elle est toutefois concurrencée en Asie par deux puissances majeures qui ceinturent sa progression : l'Inde et le Japon. Son emprise en mer de Chine orientale et méridionale est fondamentale pour concrétiser ses ambitions de superpuissance. Selon la doctrine dominante encore très imprégnée des théories de Mahan [2], la pérennité de ce projet est étroitement liée aux capacités opérationnelles de sa marine militaire. Dès 1985, Pékin lance un programme de modernisation de ses trois flottes. Vingt cinq ans après, [la marine chinoise](#) est la troisième marine militaire mondiale derrière celle des États-Unis ou de la Russie. En 2010, elle compte selon les estimations : 225 000 hommes, 58 sous-marins dont six nucléaires, 50 frégates, 27 destroyers, 180 navires amphibies ou encore 81 navires de guerre des mines [3]. La Chine annonce le 25 septembre 2012, la mise en service du *Liaoning*, premier porte-avions chinois développé à partir de l'ex-*Varyag* acheté à l'Ukraine en 1998. Celui-ci offre désormais aux [forces navales chinoises](#) une capacité de projection nouvelle.

Comme le souligne le Livre blanc japonais sur la défense daté du 31 juillet 2012, depuis les îles litigieuses, les Japonais et leur allié, les États-Unis présents au Japon depuis 1945 dans de nombreuses bases militaires, occupent une position privilégiée. Par ailleurs, la stratégie des États-Unis dans la région Pacifique vise à restaurer leur poids en resserrant d'une part, leurs liens avec leurs autres alliés du Pacifique (Australie, Corée du Sud, Japon et Philippines) et d'autre part, en limitant l'accès de la Chine dans cette zone de géoconfluence où cette dernière a dans l'histoire exercé une forte influence. D'ailleurs, le fait que les géographes aient pris l'habitude de nommer cet espace « mer de Chine » nous renseigne davantage sur ce point.

Depuis la fin de la Guerre froide (1947-1990), Pékin affiche ostensiblement sa stratégie visant à faire de la mer de Chine, orientale et méridionale, une « mare nostrum chinoise ». Dans la zone méridionale, ses objectifs se heurtent à ceux des autres puissances riveraines qui espèrent, tout autant, tirer profit des richesses naturelles présentes dans les fonds et sous-sols marins. La Chine nourrit des prétentions territoriales sur l'archipel des Spratleys, les îles Paracels, le récif de Scarborough et les îles Pratas. Cela ne concourt pas à apaiser les relations diplomatiques qu'elle entretient avec les Philippines, le Vietnam, la Malaisie, Brunei, l'Indonésie ou encore Taiwan. Les conflits en mer de Chine méridionale ne concernent pas directement le Japon mais contribuent à alimenter les incertitudes quant aux ambitions territoriales de Pékin dont la stratégie insulaire maritime est l'une des composantes de la doctrine dite « du collier de perles » [4]. Dans la zone orientale, Pékin a décidé d'imposer une pression supplémentaire à Tokyo. Le 13 septembre 2012, le gouvernement chinois a déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies, comme le lui confère l'Article 16§2 de la Convention de Montego Bay de 1982, le tracé de « lignes de base » [5], les limites extérieures

de la mer territoriale de Chine ainsi qu'une liste des coordonnées géographiques des îles litigieuses et des îlots affiliés (les noms et les coordonnées de 17 points de base). Par cet acte, la Chine entend contester internationalement le contrôle exercé par le Japon sur les îles Senkaku/Diaoyu depuis leur rétrocession par les États-Unis [6].

Alors que la pression diplomatique est à chaque crise plus forte, [le Japon](#) ne semble pas enclin à céder. Le conflit à propos des îles Senkaku/Diaoyu donne au nationalisme nippon le champ libre pour canaliser le fort sentiment de vulnérabilité causé par la crise économique de 2008 ainsi que par [l'accident nucléaire de Fukushima-Daiichi de 2011](#). En Chine, les revendications nationalistes sont encore plus grandes. Le Parti communiste chinois (PCC) fait du conflit une cause nationale dont il tire avantage. En perte de popularité constante, le PCC trouve une nouvelle légitimité alors qu'il fait régulièrement l'objet de scandales politico-financiers (fortunes amassées par les familles des dirigeants du PCC) et que son monolithisme se fissure en dévoilant la lutte de pouvoir qui se joue entre les tenants d'une ligne historique plutôt conservatrice et ceux issus d'une ligne plutôt réformatrice prônant une plus grande ouverture. Toutefois, les cadres du PCC soutiennent la ligne politique qui vise à contester la souveraineté du Japon sur les îles Senkaku/Diaoyu afin que la Chine puisse étendre son influence dans la région. De cette manière, elle accéderait avec plus de facilité à l'espace contesté rendant du même fait plus aisée l'exploitation des richesses présentes dans la zone.

## 2. Contrôle des richesses naturelles en mer de Chine orientale

L'augmentation de la consommation des ressources naturelles dont les réserves se sont considérablement réduites par rapport aux besoins des êtres humains entraîne d'importantes tensions internationales. Leur contrôle planétaire est toujours l'enjeu d'âpres rivalités entre les nations car il détermine leur place et leur rayonnement sur la scène internationale. La défense de la souveraineté des îles Senkaku/Diaoyu n'est pas étrangère à cet aspect des relations internationales.

La zone entourant ces îles est une région où le potentiel économique est grand. Bien qu'importantes, les richesses halieutiques ne représentent à court terme qu'un intérêt secondaire pour les deux concurrents. **La présence de vastes champs d'hydrocarbures** dans les eaux entourant les îles convoitées, comme l'indique le rapport de 1969 du comité des Nations Unies pour la coordination de la prospection des ressources minérales au large des côtes asiatiques (le CCOP), permet de comprendre la fermeté des positions japonaise et chinoise. L'Agence d'information énergétique américaine (EIA) estime les réserves connues de brut en mer de Chine orientale à 100 millions de barils de pétrole et entre 1 et 2 billions de pieds cube de gaz. Si l'on en croit les chiffres chinois, le potentiel serait bien plus grand. Pour la *China National Offshore Oil Corporation* entre 70 et 160 milliards de barils de pétrole et 250 billions de pieds cube de gaz pour toute la mer de Chine orientale dans un rapport de 2011 (*U.S. Energy Information Administration*, 5 octobre 2012) [7]. Non loin des îles Senkaku/Diaoyu, les champs de gaz de Shirakaba/Chunxiao, Kusunoki/Duanqiao, Asunaro/Lonjing et Kashi/Tianwaitian sont **déjà en cours d'exploitation** par la *China National Offshore Oil Corporation* (CNOOC). Ces derniers font l'objet d'une attention particulière car ils se trouvent dans une région où la délimitation de la Zone Economique Exclusive reste problématique.

Si pour la Chine, l'exploitation extraterritoriale des champs d'hydrocarbures de la région est d'une importance moindre compte tenu de ses réserves totales continentales, pour le Japon, les gisements potentiels sont fondamentaux car ce dernier importe la quasi-totalité de l'énergie qu'il consomme. La fermeture de plusieurs centrales nucléaires considérées comme potentiellement dangereuses, après que l'accident de **Fukushima-Daiichi** ait entraîné une prise en compte plus grande des risques liés à l'exploitation de l'atome même à des fins civiles, a accentué la consommation en énergies fossiles et **rendu davantage dépendant le Japon de l'extérieur quant à son approvisionnement énergétique**. On comprend dès lors, l'opiniâtreté avec laquelle le Japon gère la crise territoriale des îles Senkaku/Diaoyu ainsi que deux autres crises, l'une à propos des îles Takeshima/Dokdo administrées par la Corée du Sud, l'autre relative aux îles Hoppo Ryodo/Kouriles du Sud, administrées par la Russie. Les sous-sols marins des deux dernières zones contestées sont supposés renfermer des quantités importantes de ressources naturelles telles que les hydrocarbures, et avec moins de certitude, des nodules polymétalliques et des terres rares [8].

## Conclusion

Les tensions en mer de Chine orientale risquent de se prolonger **à moins que les deux parties décident de s'entendre sur une gestion commune des ressources naturelles de la région en mettant en avant des méthodologies coopératives qui ont déjà fait leur preuve dans d'autres situations**. Un conflit militaire ou une guerre économique n'est pas souhaité par les deux parties même si ces dernières n'excluent pas le recours à de telles solutions coercitives. Rappelons qu'en 2008, le Japon et la Chine avaient convenus de développer conjointement les ressources naturelles de la région contestée qu'ils avaient pour la circonstance baptisé : « *Mer de la paix, de la coopération et de l'amitié* » [9]. Par ailleurs, les Etats-Unis, alliés historiques du Japon, ne semblent pas enclins à appuyer ouvertement ce dernier afin d'éviter de contrarier leur partenaire chinois. Reste à savoir si sous l'égide de l'ONU ou dans un cadre plus régional comme l'APEC (Coopération économique pour l'Asie-Pacifique), ils pourront employer leur pouvoir de persuasion afin de trouver une sortie de crise qui satisfasse les deux parties.

*Copyright Décembre 2012-Medina/Diploweb.com MAJ le 28.12.12*

---

### Plus

. Voir un article d'[Olivier Zajec, "Chine, actualité et réalité du "collier de perles](#)

. Voir un article de [Barthélémy Courmont, "Corée du Nord : calculs stratégiques de Kim Jong-un"](#)

---

### P.-S.

Docteur en Droit international et relations internationales, membre associé au Centre de droit international (CDI) de l'Université Jean Moulin Lyon III. Il intervient régulièrement pour

## Notes

[1] Nous écrivons en positionnant au préalable le vocable japonais sans que cette écriture traduise un quelconque parti pris en faveur du Japon ou un désaveu de la politique de la République populaire de Chine ou de celle de Taiwan. Dans les prochains développements, il en sera de même dès lors que la nécessité d'écrire à la fois le terme japonais et celui employé dans une autre langue s'imposera.

[2] Alfred Thayer Mahan (1840-1914) était un historien et stratège naval américain dont les écrits ont influencé et continuent toujours d'influencer la stratégie navale.

[3] Les Chiffres sont tirés de la revue DSI. Défense & Sécurité internationale, Chine. Le géant militaire du 21e siècle ?, Hors série n°15, Décembre 2010 - Janvier 2011.

[4] Cette doctrine consiste à assurer la sécurité des voies maritimes chinoises afin de garantir sa liberté d'action autant commerciale que militaire. Ainsi, la Chine établit des bases sur des territoires insulaires et poursuit une stratégie de coopération diplomatique afin de négocier l'accès à des bases militaires ou des ports étrangers du sud-ouest de la Chine jusqu'au Moyen-Orient voire même en Europe (contrat d'exploitation de deux des trois terminaux du port de Pirée en Grèce). Pour plus de précisions sur la stratégie maritime de la Chine, voir Huang (Paul An-hao), *The Maritime Strategy of China in the Asia-Pacific Region : Origins, Development, and Impact*, Edwin Mellen Press, Lewiston, 2010, 446 p.

[5] Déclaration du Gouvernement de la République populaire de Chine sur les lignes de base de la mer territoriale entourant Diaoyu Dao et ses îlots affiliées, ONU, Documents, [un.org/Depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/PDFFILES/DEPOSIT/chn\\_mzn89\\_2012\\_f.pdf](http://un.org/Depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/PDFFILES/DEPOSIT/chn_mzn89_2012_f.pdf) (consulté le 29 octobre 2012).

[6] Voir Prétentions territoriales de la Chine : carte marine 03085 et liste des coordonnées géographiques sur les lignes de base de la mer territoriale entourant Diaoyu Dao et ses îlots affiliées, ONU, Documents, URL : [un.org/Depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/PDFFILES/MAPS/chn\\_mzn89\\_2012.jpg](http://un.org/Depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/PDFFILES/MAPS/chn_mzn89_2012.jpg) (consulté le 29 octobre 2012).

[7] Pour faciliter la lecture en langue française, les données chiffrées en anglais ont été converties selon le tableau suivant : million (fr.)/million (en.) ; milliard (fr.)/billion (en.) ; billion (fr.)/trillion (en.) ; trillion (fr.)/quintillion (en.).

Voir *Territorial disputes hamper exploration and production of resources in the East China Sea*, U.S. Energy Information Administration, 5 octobre 2012, URL : [eia.gov/todayinenergy/detail.cfm?id=8270](http://eia.gov/todayinenergy/detail.cfm?id=8270) (consulté le 26 octobre 2012).

[8] Ces deux dernières ressources sont essentielles à la fabrication des produits technologiques dont dépend l'économie japonaise. La Chine exerce un quasi-monopole sur la production des terres rares, situation dont elle a déjà tiré avantage à l'égard du Japon en

septembre 2010. Pékin avait alors contraint Tokyo de relâcher un chalutier chinois qui avait provoqué un accident avec un bateau des gardes-côtes japonais dans la zone maritime des îles Senkaku/Diaoyu. L'arrêt des exportations de terres rares au titre de contre-mesures coercitives avait confirmé au Japon la nécessité d'entreprendre souverainement leur exploitation off-shore par le biais de la Japan Oil, Gas and Metals National Corporation et de diversifier ses fournisseurs pour ne plus dépendre de la Chine.

[9] Drifte (Reinhard), « From 'Sea of Confrontation' to 'Sea of Peace, Cooperation and Friendship' ? - Japan Facing », Japan aktuell, 2008/3, p. 40.